

Pour un redéploiement de l'Otan en Asie centrale

René CAGNAT

L'Amérique et l'Otan ont déjà perdu la guerre en Afghanistan, selon l'auteur. Les conditions et les limites d'un retrait doivent être envisagées alors que le corps expéditionnaire est encore crédible. Différentes constatations amènent à penser qu'en y mettant le prix un redéploiement en Asie centrale serait non seulement possible mais aussi judicieux.

Connaissez-vous la *path dependency* ou « dépendance à la trajectoire » ? Pour en avoir fait fi, l'Amérique et l'Otan ont déjà perdu la guerre en Afghanistan. Selon ce concept, l'évolution présente d'un pays serait influencée par des épisodes antérieurs de son histoire qui l'installeraient sur une orbite dont il ne pourrait guère s'écarter. Il a fallu l'influence du général David Petraeus pour mener en Afghanistan, à partir de 2007, c'est-à-dire trop tard, la guerre qui convenait en tenant compte de la « trajectoire » des Pachtouns : ces derniers, épris de vengeance dès lors qu'on les attaque et qui ont déjà eu raison des Britanniques et des Soviétiques aventurés sur leur territoire, ne seront pas réduits par les armes. Leur petit peuple d'à peine 30 millions d'individus ⁽¹⁾, bien retranché dans ses montagnes, uni par une foi islamique exigeante et le code social du *pachtounwali*, sait que, chez lui, il peut venir à bout des Américains et autres Occidentaux. Il s'agit pour les Pachtouns d'aujourd'hui de renouer avec la glorieuse tradition de leurs pères, d'autant plus impérieuse que le souvenir de leurs faits d'armes contre les Soviétiques est encore dans toutes les mémoires.

(1) Les Pachtouns, majoritaires en Afghanistan où ils seraient 14 millions, constitueraient au Pakistan, notamment dans les zones tribales, une minorité de plus de 15 millions de « Pathans ».

Face à une *vendetta* impitoyable qui dédaigne les souffrances et pertes endurées, une sortie de guerre « la tête haute » de l'Otan doit être envisagée pendant qu'il est encore temps. Elle s'effectuerait dans les deux ou trois ans qui viennent, c'est-à-dire avant que la nasse d'une insurrection généralisée ne se referme sur le corps expéditionnaire (2).

Que cette sortie de guerre revête la forme d'un retrait jusqu'en Amérique ou en Europe est impensable : la perte de prestige pour l'Otan serait telle, notamment dans le monde musulman, qu'elle signifierait la mort de cette organisation. Du même coup, les Occidentaux perdraient pied dans des zones stratégiques essentielles comme la péninsule indienne, le Moyen-Orient ou l'Asie centrale. Enfin, ne plus agir dans la zone Afpak (Afghanistan-Pakistan) signifierait son abandon à un trafic de drogues qui ronge littéralement l'Occident, de l'Europe — Russie comprise — aux États-Unis.

Il convient donc de se pencher sur la seule solution possible : celle d'un repli vers des « plateformes continentales d'intervention » qui permettraient de peser aussi bien sur l'Afghanistan, le Pakistan, que l'Iran et le golfe Persique, voire la Chine. Les leçons de l'histoire montrent que le peuple afghan, s'il est redoutable sur son territoire à l'encontre des envahisseurs, n'a guère tendance, en revanche, à intervenir à sa périphérie : comme on l'a constaté, dans les années 90, après le retrait soviétique, il est bien trop pris par ses querelles intestines pour aller harceler ses voisins. Un repli de l'Otan hors de l'Afghanistan, assorti d'un plan d'aide économique et sociale, devrait donc assurer un *containment* qui ne nécessiterait qu'une surveillance renforcée sur les frontières les plus fragiles, notamment en ce qui concerne le trafic de drogues. La lutte à distance contre ce trafic serait en fait la grande affaire du *containment*. Les États dans le voisinage de l'Afghanistan, tous ravagés par les narcotiques, pourraient être associés à l'entreprise : il s'agit du Pakistan, de la Russie, de la Chine, de l'Iran, mais aussi des pays d'Asie centrale. Ce serait une façon d'exercer une responsabilité collective par rapport au problème afghan dont la résolution passe par leur concours.

Un coup d'œil sur la carte désigne immédiatement les zones qui restent à répartir entre pays de l'Otan. Si les Américains, avec les

(2) L'échéance en 2012 des élections présidentielles américaines définit aussi une autre contrainte.

Britanniques, semblent plus à même de se charger du problème pakistanais, qu'ils ont contribué à créer, l'Europe pourrait se focaliser sur le *Heartland* cher aux géopoliticiens, ce pivot de l'univers que serait l'Asie centrale.

Dès lors, la question qui se pose est de savoir si l'Asie centrale est prête à accepter une présence occidentale plutôt qu'une influence islamo-afghane. Sa culture musulmane l'amènera-t-elle à préférer au rôle de bouclier de l'Europe son entrée dans une sorte de khalifat islamique ? Autrement dit, dans trois ans au maximum et probablement bien avant, quelles républiques d'Asie centrale ex-soviétique seraient prêtes à accueillir des bases opérationnelles occidentales et à quelles conditions ?

Pour répondre à ces questions, il s'agit tout d'abord de bien cerner les réalités de l'Asie centrale contemporaine pour mieux discerner les menaces qui en découlent et, enfin, d'indiquer les mesures à prendre pour amarrer tout ou partie du Turkestan à la défense avancée de l'Europe.

L'ASIE CENTRALE AUJOURD'HUI : FAUX-SEMBLANTS ET RÉALITÉS

Le poids relatif de l'islam

Les splendeurs de l'art timouride semblent témoigner en Asie centrale de l'existence d'une foi islamique intense et exclusive. Pourtant, sous cette apparence, une connaissance en profondeur de la région révèle la persistance d'une culture chamanique, tangrienne ⁽³⁾, voire zoroastrienne, où la religion musulmane, très abîmée par la persécution soviétique, se dilue dans un magma de superstitions, de cultes des morts, de la nature ou du feu. À tel point que les propagateurs de l'islam ont dû mettre en place, pour redonner une apparence musulmane au Turkestan, une campagne de construction par milliers de mosquées et écoles coraniques. Même si l'islam centre-asiatique, soutenu par les capitaux arabes, a fait des progrès, ce serait un tort d'imaginer qu'il interdit l'influence européenne. Bien au contraire, de

(3) Le tangrianisme correspond à la perception de Dieu dans les paysages et les phénomènes naturels.

tradition modérée et modernisée par le soviétisme, il penche plus vers un islam tolérant à l'égyptienne que vers le fanatisme médiéval des Afghans. Seule la répression agencée par des dictateurs comme Karimov ou Niyazov (le Turkmenbachi) a pu favoriser la réapparition au Ferghana et dans quelques grandes villes de sociétés secrètes en mesure de relayer un coup d'État islamique ou de susciter une réaction intégriste anti-européenne.

Un rétablissement occidental en Asie centrale est donc concevable dans la mesure où cette région, présumée musulmane, échappe quelque peu, pour l'essentiel de son peuplement ⁽⁴⁾ à l'islam. C'est d'ailleurs pour cette raison que la guérilla afghane, à la différence de ce qui s'est passé au Pakistan, rencontre des difficultés pour s'implanter au Turkestan. En fait, si elle est confrontée à une subversion ou un « coup » islamique, la population centre-asiatique, pour peu qu'elle y soit encouragée, choisirait pour l'instant, pendant qu'il est encore crédible, le camp des démocraties. Cela serait le cas au Kazakhstan, en Kirghizie et probablement dans le nouveau Turkménistan devenu un émirat gazier. Seuls des pays de tradition sédentaire, dictatoriale et de « trajectoire islamique » comme le Tadjikistan et surtout l'Ouzbékistan pourraient prêter le flanc à un activisme islamiste et accueillir les émules des *taliban*. Comme ces pays coupent en deux l'Asie centrale et regroupent la moitié de sa population, leur défection poserait problème. Une telle évolution devrait cependant aboutir à un éclatement de ces États tant des provinces comme le Gorno-Badakhchan au Tadjikistan et le Khorezm ou la Karakalpakie en Ouzbékistan se méfient du pouvoir central et sont réticentes à un islam militant.

Le poids avéré de la Russie

Une autre fausse impression assez partagée conduit à n'accorder qu'une influence secondaire à l'ancienne puissance coloniale russe et à son avatar soviétique. Si les sédentaires sont en général assez hostiles à la Russie, en revanche les nomades, malgré toutes les avanies qu'ils ont pu subir de la part des Slaves, leur sont assez souvent

(4) Cela concerne les peuples de tradition nomade comme les Kazakhs, les Kirghizes, les Turkmènes, les Karakalpaks, et, parfois, les Tatars. Il convient d'ajouter à ces descendants fort peu musulmans et plutôt chamanistes des nomades, des sédentaires musulmans dissidents comme les ismaéliens Pamiri, et les minorités slaves ou asiatiques (coréenne, kalmouke) étrangères à l'islam. Il existe par ailleurs, en Ouzbékistan comme au Tadjikistan, des régions entières où l'influence islamique, presque éradiquée par l'URSS, demeure très atténuée. En définitive, dans l'Asie centrale ex-soviétique, plus de la moitié de la population ne présente qu'une apparence musulmane.

favorables. L'influence russe s'exerce, certes, par le poids économique et humain rémanent de l'URSS ⁽⁵⁾, mais surtout par la conscience des épreuves traversées en commun ⁽⁶⁾, par les connivences que crée, entre la métropole et les ex-dépendances impériales, une civilisation très spécifique. L'arrivée de l'Otan en Asie centrale devra donc s'effectuer sur la base d'un rapprochement avec la Russie. Les premiers signes de ce rapprochement peuvent être discernés dans l'ouverture du territoire et des couloirs aériens russes à l'approvisionnement du corps expéditionnaire de l'Otan. L'insistance de Moscou pour une lutte plus effective contre la drogue en Afghanistan révèle aussi une solidarité face à ce fléau.

Le rapprochement entre les Russes et l'Otan ne serait d'ailleurs qu'un retour à la raison tant la division de l'Occident est préjudiciable en Asie centrale. On y assiste en effet, alors que la région est en butte à une subversion islamiste venue du sud et à une prise en compte économique chinoise venue de l'est, à un « schisme » paradoxal entre le grand nord russe, pourtant imprégné de culture européenne, et l'Occident européen et américain. La Russie, grignotée et inquiétée par l'Otan sur ses marches occidentales, n'a pu que se retourner vers la Chine communiste et les avantages de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS). On assiste ainsi à une alliance de repli entre Moscou et la puissance qui menace par son explosion économique et son poids démographique les vastes espaces d'imprégnation russe de Sibérie et du Touran. Cette orientation stratégique est tellement contre nature qu'il serait facile d'obtenir par quelques concessions ⁽⁷⁾ un retour du balancier vers l'Occident. Une installation bien délimitée de l'Otan protégeant l'Asie centrale et ses richesses serait de toute façon préférable pour le Kremlin à une imprégnation chinoise de la région : la contiguïté de la Chine avec le Turkestan ⁽⁸⁾ est plus inquiétante qu'une présence otanienne contrôlée par l'interposition du territoire russe entre l'Europe et le *Heartland*.

(5) Les minoritaires russes seraient encore 4 500 000 au Kazakhstan, 650 000 en Kirghizie, 1 400 000 en Ouzbékistan, 200 000 au Turkménistan et 70 000 au Tadjikistan, soit près de sept millions sur une population globale de 60 millions.

(6) Les répressions stalinienne et surtout la seconde guerre mondiale ont rapproché en général les minorités nationales de la majorité russe — qui a souffert autant sinon plus qu'elles — jusqu'à un point non observé dans les autres empires coloniaux.

(7) Elles pourraient concerner l'acceptation d'une participation russe au bouclier antimissiles, mais aussi un comportement plus modeste sur les marches caucasiennes et centre-européennes où Moscou perçoit, non sans raison, des velléités agressives de l'Otan.

(8) Il faut noter que, par sa présence au Xinjiang — naguère Turkestan oriental — la Chine contrôle déjà près du tiers de l'Asie centrale.

Du côté russe, imaginer, comme on le feint à Moscou, que l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) (regroupant autour de la Russie, la Biélorussie, le Kazakhstan, et de petits pays comme la Kirghizie, le Tadjikistan et l'Arménie, avec une présence intermittente de l'Ouzbékistan), serait suffisante pour affronter la menace du sud ou de l'est, tient de l'utopie. En fait, c'est par l'alliance entre l'OTSC et l'Otan que pourrait se fonder une défense solide de l'Europe en Asie centrale. Sans cette alliance, qui fournirait sur place aux Occidentaux un approvisionnement énergétique et à ces Européens orientaux que sont les Russes un poids supplémentaire, il n'y aura pas au Turkestan de bouclier face à l'islam révolutionnaire ou face à la Chine.

L'INFLUENCE CROISSANTE DE LA DROGUE

Déduire de l'actualité centre-asiatique que le trafic de drogue, discret par nature, est un phénomène appelé à rester sous-jacent, accessoire, est une dernière fausse impression, particulièrement dangereuse en Asie centrale. Ce trafic est en réalité, depuis quinze ans, le fait majeur dans la zone Afpac ⁽⁹⁾. Pendant cette période, en effet, alors que le nombre de drogués augmentait fortement ⁽¹⁰⁾, la corruption et les infiltrations induites par ce trafic ont pénétré tous les rouages étatiques, imprégné toutes les couches sociales, créé une économie de l'ombre qui tend à dépasser l'économie officielle ⁽¹¹⁾. Dans certains pays particulièrement pauvres, où le trafic a représenté une planche de salut, la prise en compte par le « système de la drogue » est telle qu'on peut parler, à leur propos, de narco-États. Même si les gouvernants et les appareils étatiques ont résisté un temps avec l'aide occidentale, ils ont dû à la longue céder, ne fût-ce que pour donner à la population de quoi survivre. Ainsi voit-on apparaître de-ci, de-là au Tadjikistan, en passe de devenir un narco-État, des champs de pavots et des laboratoires de traitement qui prolongent vers le nord les « zones grises » afghanes ⁽¹²⁾. De même, dans la capitale kirghize,

(9) Ce sigle Afpac (Afghanistan-Pakistan-Asie centrale) ajoute l'Asie centrale à l'ensemble Afpak (Afghanistan-Pakistan). Il le prolonge vers le nord au moins pour le trafic de drogues.

(10) De l'héroïne grise de mauvaise qualité mais favorisant la dépendance a été distribuée en paiement aux passeurs.

(11) Au Tadjikistan la part de la drogue dans l'économie avoisinerait les 60 % et au Kirgyzstan les 50 % !

(12) Un territoire contrôlé par les trafiquants existe même sur la rive tadjike du Pyanj dans la région de Chouroabad.

Bichkek, des casinos, qui servent surtout au blanchiment, apparaissent par dizaines. Enfin, au Turkménistan, la montée des bandes liées au trafic de drogues est telle que le gouvernement vient de créer un bureau antinarcotique qui, dans ce petit pays de 5 millions d'habitants, regroupe déjà 700 fonctionnaires.

Pour l'instant et pour une décennie encore ⁽¹³⁾, c'est la drogue afghane (dérivés de l'opium et haschich) ⁽¹⁴⁾ qui est à l'origine du pourrissement général. Les narcotiques ont rapporté en 2007 plus de 80 milliards de dollars aux trafiquants afghans qui s'efforcent de « commercialiser » un tonnage d'opium qui est équivalent à 92 % de la production mondiale. Cette somme correspond au PIB du Kazakhstan, pays le plus riche de la région. En conséquence, malgré les contrôles frontaliers assurés avec l'aide technique et financière de l'Europe et des États-Unis par les gardes-frontières et les douaniers de chaque pays, au moins 25 % de la drogue afghane se déverse avec une étonnante facilité à travers toute l'Asie centrale avant de partir par des voies diverses vers la Russie, l'Europe et secondairement vers la Chine et le Japon.

Si les trafiquants, pour mener à bien leurs affaires, ont besoin dans le pays producteur (pour l'instant l'Afghanistan) d'être couverts par un conflit de moyenne intensité, en revanche, dans une région de transit, ils peuvent se contenter de beaucoup de corruption chez les autorités et d'un certain désordre dans le pays. Ils verront donc d'un mauvais œil l'installation en Asie centrale de l'Otan, destinée à renforcer les régimes en place et à lutter contre les trafics, et vont s'opposer aux nouveaux venus dans les instances gouvernementales, les négociations, la population, etc. Leur poids est d'autant plus réel que, depuis 2002, lorsque Mollah Omar, véritable « commandeur des croyants », a supprimé le bannissement de la drogue, existe en Afghanistan une connexion assez étroite entre religieux et maffieux qui a tendance à s'étendre à tout le Turkestan.

Est-il déjà trop tard pour envisager un repli de l'Otan vers l'Asie centrale ? Non, car l'Asie centrale ressent pour l'instant le besoin d'être protégée face à la boîte de Pandore afghane. Par ailleurs,

(13) Au-delà, la relève des drogues classiques par des drogues de synthèse devrait atténuer la pression du trafic en Asie centrale.

(14) Si l'Afghanistan est, de très loin, au premier rang pour l'opium et ses dérivés, il figure déjà au second rang pour le haschich.

elle connaît déjà, par ailleurs, depuis des années, un début de déploiement otanien sur trois bases aériennes.

INTÉRÊT ET MODALITÉS D'UN REDÉPLOIEMENT

Le repli vers le nord, en libérant l'Otan du borbier pachtoun, permettrait à l'organisation atlantique de retrouver la liberté de manœuvre qui lui fait défaut à l'heure actuelle. Il donnerait la possibilité, s'il intervient dès 2010, de quitter tout ou partie de l'Afghanistan avant que la nasse d'une insurrection ne se referme sur le corps expéditionnaire : rappelons que la révolte, encore essentiellement pachtoun mais en accroissement constant, n'en est qu'à ses débuts et ne concerne, surtout dans les minorités et la capitale, qu'une assez faible partie de la population. Le redéploiement autoriserait aussi, en étant modulé et progressif, un meilleur soutien aux populations minoritaires (tadjike, ouzbèke, hazara, turkmène, etc.). Il permettrait enfin, si les *taliban* devaient se montrer trop intransigeants, l'organisation d'un éclatement de l'Afghanistan.

À l'image du retrait soviétique de 1989, le repli peut s'effectuer de façon unilatérale. Il devrait néanmoins s'accompagner d'une aide humanitaire massive en faveur du peuple afghan, distribuée par les ONG qui maintiennent un contact avec les insurgés : ce serait une façon informelle de rétablir une liaison avec les *taliban*.

Au cours de ce repli, la distinction devrait être marquée entre un arrêt de l'intervention contre les *taliban* ou les Pachtouns et le maintien des hostilités contre la drogue : les laboratoires, en particulier, demeureraient justiciables de frappes aériennes.

La réinstallation au Nord du Pyanj-Amou-Darya s'effectuerait en profitant des bases aériennes de soutien à l'intervention, à savoir la base allemande de Termez, la base française de Douchanbé, en arrière-plan, la base logistique américaine de Manas-Bichkek.

Il serait idéal qu'à ce moment-là apparaisse une coopération, même limitée, avec les unités russes stationnées à proximité de Douchanbé, de Bichkek et d'Och.

Si essentielle que soit la ville ouzbèke de Termez pour une surveillance à la jonction de l'Afghanistan du Nord, du Tadjikistan et du

Turkménistan ⁽¹⁵⁾, la participation de l'Ouzbékistan au redéploiement de l'Otan ne sera pas obligatoire. En effet, il importe surtout d'assurer, à partir du Tadjikistan et de la Kirghizie, une veille autour du Ferghana, seule zone importante vulnérable à l'influence islamoterroriste. De toute façon, l'apparition d'une subversion dans cette zone ne tardera pas à ramener l'Ouzbékistan de Karimov dans le camp de l'Otan.

La réinstallation serait l'occasion de renforcer le rempart contre la drogue aux frontières. Mais si les *taliban* mettaient de la mauvaise volonté à régler le problème, une guerre totale contre les laboratoires et les champs de pavot devrait pouvoir être déclarée par le tir à distance de drones, par des bombardements, des épandages, des interventions hélicoptères en terre afghane. Le but serait d'amoindrir l'énorme revenu de la drogue à l'origine de la subversion actuelle. L'opération devrait s'accompagner d'un effort maximum pour informer la population des risques qu'elle encourt à cultiver le pavot ou à se trouver au voisinage des champs de pavot ou des stocks de narcotiques.

Bien entendu, le redéploiement de l'Otan s'appuierait essentiellement sur les armées et polices locales, nos troupes n'assurant qu'un appui technique et des actions ponctuelles. Il serait lui aussi assorti d'une aide économique considérable à base de paiements pour la location des bases ⁽¹⁶⁾, mais aussi d'allocations à un soutien multiforme : commercial, humanitaire, sanitaire, culturel. En effet, la lutte contre la drogue, dommageable pour les Centre-Asiatiques, devra s'accompagner de compensations. Une telle aide permettrait aux pays menacés par la drogue de ne pas devenir des narco-États.

Mais la protection militaire et policière par l'Occident des populations et des richesses de l'Asie centrale ne reposera sur des bases solides que si elle répond sur place à une crainte de l'avenir. Or cette crainte existe de nos jours dans toute la région. Si les *taliban* d'Afghanistan sont perçus sans trop d'inquiétude, en revanche les

(15) Le statut de neutralité de ce pays pose problème. Mais l'impossibilité pour les Turkmènes d'affronter par eux-mêmes la menace croissante pour leur État du trafic de drogue et des groupes armés qui y sont liés les amènera à une coopération avec l'Occident.

(16) La renégociation en 2009 entre les États-Unis et la Kirghizie du bail de la base de Manas-Bichkek s'est traduite par une augmentation des deux tiers du montant annuellement payé et des aides accordées. Elle a été l'occasion d'une mise en concurrence navrante des Américains et des Russes.

Pour un redéploiement
de l'Otan
en Asie centrale

taliban du Pakistan et surtout leurs affidés ouzbeks et tadjiks sont redoutés. L'intervention pakistano-américaine dans les zones tribales fait appréhender un retour de ces guérilleros dont la guerre civile afghane avait été l'occasion de se débarrasser. L'infiltration en mai 2009 d'un commando d'environ 200 hommes jusqu'à la vallée de Racht au Tadjikistan a semblé, à cet égard, un avertissement. Depuis, d'autres infiltrations ont été observées en direction du Ferghana. Dans ce contexte favorable à un redéploiement de l'Otan, mais qui peut disparaître rapidement, une négociation immédiate et prestement menée avec le Tadjikistan, la Kirghizie, voire l'Ouzbékistan aurait de quoi rassurer ces pays puisque nos troupes sont encore crédibles. En revanche, trop tarder à quitter l'Afghanistan pourrait nuire à cette crédibilité et donc compromettre notre rétablissement.

René CAGNAT

René Cagnat, écrivain, docteur en science politique, ancien attaché militaire en Ouzbékistan et en Kirghizie, vit depuis dix ans en Asie centrale où il s'efforce de déterminer l'avenir de cette région et d'en illustrer l'importance.